

[Text]

Importance of Market Access

Witnesses repeatedly drew attention to a special difficulty which Canadian industry faces accounting, in part, for the relatively low expenditure by industry on R&D — namely, the limited size of the Canadian market. Because the application of new technology is an economic decision undertaken in a reasonable expectation of making a return on the capital invested, the size of the market has a critical effect on the risk calculation. The smaller the market, the larger must be the potential profit per unit sold to justify the risk taken. This is a factor which the Committee believes has been insufficiently recognized by government and the concerned public.

In policy terms, the implication of this analysis is that **government efforts to promote R&D must begin with a concern to support reasonable efforts to enlarge the market for goods produced in Canada. Domestically this means resisting attempts by provincial governments to fragment the market with preference arrangements of one kind or another. Internationally it means pursuing efforts to reduce tariffs and non-tariff barriers through agreements reached multilaterally, and bilaterally when appropriate, and resisting attempts in Canada and abroad to gain special protection.**

World Product Mandates

Foreign ownership of industry in Canada has become a controversial policy issue. In response to a situation of extensive foreign ownership one objective of the government in the last decade has been to encourage the Canadianization of industry. However, several witnesses maintained that foreign ownership has some potential advantages which could be exploited. Some thought that the government should introduce measures to encourage foreign multinationals to assign to their Canadian subsidiaries world product mandates, giving them responsibility for the research, development and production of a specified product or line or products and for marketing it world wide. By rationalizing their operation and specializing in specific products, Canadian subsidiaries would be more efficient and competitive. With access to foreign markets through their foreign parent and affiliated companies, they would be able to achieve economies of scale and earn a sufficient return to justify their investments in R&D and technological innovation.

Mr. Tyaack described to the Committee the experience of Westinghouse Canada Inc. in persuading its parent to assign it world product mandates. In his brief to the Committee, he wrote, "We would categorically state today that if a subsidiary can play a role in the worldwide activities of the multinational firm it will be more productive, and provide a better return on investors' money than it would were it to remain a branch plant". (1-32-16A:2)

With regard to the government's role in encouraging foreign multinationals to assign world product mandates to their

[Traduction]

Importance de l'accès aux marchés

Les témoins ont signalé à plusieurs reprises une difficulté particulière que connaît l'industrie canadienne et qui explique en partie la modicité des sommes qu'elle consacre à la R-D, à savoir l'étroitesse du marché canadien. L'application de nouvelles technologies étant une décision d'ordre économique prise dans l'expectative d'un rendement raisonnable du capital investi, la taille du marché a une incidence critique sur le calcul des risques. Plus le marché est restreint, plus le bénéfice éventuel par unité vendue doit être élevé pour compenser les risques. Le Comité estime que c'est un facteur dont n'ont pas tenu suffisamment compte le gouvernement et le public concerné.

Du point de vue politique, cette analyse signifie que **les efforts du gouvernement pour promouvoir la R-D doivent viser, en premier lieu, à soutenir les activités de nature à élargir le marché pour les produits fabriqués au Canada. Sur le plan national, cela signifie aussi qu'il devra faire obstacle aux gouvernements provinciaux qui voudraient fragmenter le marché par des accords préférentiels d'un genre ou d'un autre et sur le plan international, qu'il faudra poursuivre les efforts en vue de réduire les barrières tarifaires et non tarifaires au moyen d'accords multilatéraux et bilatéraux, au besoin, et le refus de céder, au Canada comme à l'étranger, aux pressions exercées en vue d'obtenir des mesures de protection spéciales.**

Exclusivités mondiales

La propriété étrangère de l'industrie canadienne est devenue une question très controversée. Dans le contexte de cette forte mainmise étrangère, le gouvernement a orienté ses efforts, au cours de la dernière décennie, vers la canadienisation de l'industrie. Toutefois, plusieurs témoins ont soutenu que la propriété étrangère comporte des avantages qui pourraient être exploités. Certains se sont dits d'avis que le gouvernement devrait adopter des mesures visant à encourager les multinationales étrangères à accorder à leurs filiales canadiennes des exclusivités mondiales, qui auraient pour effet de leur transférer la responsabilité de la recherche, du développement et de la production d'un produit précis ou d'une gamme de produits et de leur commercialisation à l'échelle mondiale. Les filiales canadiennes pourraient devenir plus efficaces et plus compétitives si elles rationalisaient leurs opérations et se spécialisaient dans la fabrication de certains produits. Comme elles auraient accès aux marchés étrangers par leur société mère et ses autres filiales, elles pourraient réaliser des économies d'échelle et s'assurer un rendement suffisant pour justifier leurs investissements dans la R-D et l'innovation technologique.

M. Tyaack a décrit au Comité l'expérience de Westinghouse Canada Inc. qui a réussi à convaincre sa société mère de lui accorder des exclusivités mondiales. Dans son mémoire au Comité, il a dit: «Nous pouvons affirmer sans crainte aujourd'hui, que si une filiale participe aux activités internationales de la société multinationale, elle sera plus productive et offrira un meilleur rendement aux investisseurs que si elle demeurerait simplement une usine locale» (1-32-16A:2).

En ce qui concerne le rôle que peut jouer le gouvernement pour encourager les multinationales étrangères à accorder des